

Dominique Méda : « La croissance est-elle la meilleure ou la pire des choses ? »

Les débats Eco du 27 avril 2019

lemonde.fr/idees/article/2019/04/27/dominique-meda-la-croissance-est-elle-la-meilleure-ou-la-pire-des-choses_5455644_3232.html



« On a fini par assimiler le progrès au seul taux de croissance du PIB et par [en] faire (...) le symbole ultime du bien-être des nations. » INGRAM / PHOTONONSTOP

Chronique. Sommes-nous complètement schizophrènes ? Il y a quelques jours, une longue série de lamentations accueillait l'annonce par le FMI, puis par l'OCDE, du ralentissement de la croissance mondiale : celle-ci ne devrait en effet pas dépasser 3,3 % en 2019. Pourtant, à la fin de l'année 2017, le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement, se réjouissant de la stabilisation des émissions mondiales annuelles de CO₂ depuis 2014, alertait : « *La tendance pourrait s'inverser si la croissance de l'économie mondiale s'accélère.* » Si son augmentation comme son ralentissement semblent provoquer les mêmes inquiétudes, que penser de la croissance : est-elle finalement la meilleure ou la pire des choses ?

La croissance – c'est-à-dire le taux de croissance en volume du produit intérieur brut (PIB) – a longtemps été considérée comme la meilleure des choses. Même si la comptabilité nationale n'existait pas encore – il s'agit d'une invention du XX^e siècle – on peut faire remonter au moins à Adam Smith l'idée qu'augmenter la production est bon pour les nations, l'opulence se répandant jusqu'aux dernières classes du peuple.

Et comment nier que l'augmentation de la croissance – estimée pour toutes les parties du monde depuis deux millénaires par les calculs de l'économiste britannique Angus Maddison (1926-2010) – s'est accompagnée de progrès inouïs, en matière de santé, d'alimentation, d'éducation, de confort quotidien ? Au point que, très légitimement, on a fini par assimiler le progrès au seul taux de croissance du PIB et par faire de ce dernier le « proxy », le symbole et la cause ultime du bien-être des nations.

« Dès les années 1960-1970, les critiques de la croissance avaient été extrêmement vives »

Pourtant, dès les années 1960-1970, les critiques de la croissance avaient été extrêmement vives. Le rapport Meadows, *The Limits to Growth* (1972), avait attiré l'attention sur les dégradations physiques entraînées par la croissance (notamment du fait de l'augmentation de la pollution et de la raréfaction des ressources naturelles) et annoncé un effondrement de nos civilisations avant 2100. L'ensemble des évolutions prévues par « les Meadows » ont été vérifiées et se sont avérées parfaitement exactes (*A Comparison of the Limits to Growth with Thirty Years of Reality*, Graham Turner, Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation, 2008).

Croissance verte

De nombreux auteurs, de Jacques Ellul à Ivan Illich en passant par Bertrand de Jouvenel et Jean Baudrillard, se sont attachés à mettre en évidence les dégâts de la croissance sur la qualité de vie, notamment les méfaits de la surconsommation. Les critiques s'étaient tues avec les crises économiques et la montée du chômage au début des années 1980, avant de réapparaître depuis peu avec la prise de conscience du péril écologique planétaire.

« Nous pensons encore qu'il est possible d'obtenir simultanément la croissance et la permanence de conditions de vie authentiquement humaines sur Terre »

La solution à l'apparente contradiction a un nom : la croissance verte. Depuis que nous suivons avec effroi l'accumulation des émissions de CO₂, annonciatrices de catastrophes en cascade, nous continuons pourtant encore à vénérer la croissance et implorons qu'elle revienne parce que nous sommes convaincus que, verte, elle sera radicalement différente. Nous pensons encore qu'il est possible d'obtenir simultanément la croissance et la permanence de conditions de vie authentiquement humaines sur Terre, parce que le progrès technique – c'est-à-dire le génie humain – nous permettra de découpler la croissance de ses effets nocifs.

Mais certains travaux mettent fortement en doute cette possibilité : l'économiste Michel Husson a ainsi montré que même si l'intensité en CO₂ (la quantité de CO₂ émise pour produire une unité de PIB mondial) baissait deux fois plus vite qu'au cours des quarante années passées, une baisse annuelle de 1,8 % du PIB mondial serait nécessaire pour atteindre les objectifs fixés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)...

De nouveaux indicateurs

Alors, *Faut-il attendre la croissance ?* (Florence Jany-Catrice et Dominique Méda, La Documentation française, 2016) ou dire *Adieu à la croissance* (Jean Gadrey, Les Petits Matins, 2010) ? Nous sommes quelques-uns à prôner, depuis la fin des années 1990, sinon l'abandon du PIB comme indicateur de référence, du moins son encadrement au sein de normes environnementales et sociales strictes (possiblement représentées par deux indicateurs non monétaires : l'empreinte carbone et l'indice de santé sociale) dans une société que nous qualifions de « postcroissance », une société qui ne se donne plus pour objectif principal d'obtenir des gains de productivité ou de croissance mais de répondre aux besoins sociaux en visant des gains de qualité et de durabilité.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, sans doute le plus urgent était-il de mesurer la production d'acier et de logements : le PIB fut une métrique formidable pour évaluer ce type d'accroissement. Aujourd'hui, l'objectif principal est de diminuer la production de CO₂ de la manière la plus égalitaire possible, y compris en adoptant des quotas carbone individuels. Nous devons nous doter des indicateurs permettant de suivre ces progrès.

Une telle bifurcation ne peut se faire brutalement : elle doit être organisée sur un long terme et proposer des scénarios concrets balisant les chemins de la transition en matière d'énergies renouvelables, de rénovation thermique des bâtiments, de diminution de consommation d'énergie, d'emploi... Car il s'agit rien de moins que de rebâtir entièrement notre économie.

Nous avons besoin pour cela de nouveaux fondements à nos disciplines, de nouvelles articulations entre ces dernières (« Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte », Tom Dedeurwaerdere, université catholique de Louvain, 2013), et, plus généralement, d'une nouvelle épistémè, c'est-à-dire d'une nouvelle grammaire, d'un nouveau langage, de nouvelles catégories pour représenter le monde ainsi que les rapports entre humains et nature. Et de cela, malheureusement, il n'est guère question aujourd'hui.

Dominique Méda est professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine, directrice de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Dauphine-PSL).

Cette chronique est parue dans la newsletter Les débats Eco du 27 avril. Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette nouvelle lettre hebdomadaire en suivant ce lien. Chaque samedi dès 10 heures, vous y retrouverez, outre cette chronique, les tribunes publiées dans Le Monde.